

Art. 4. Toutes les affaires, y compris celles dont les juridictions du travail prennent connaissance en vertu de dispositions légales ou réglementaires qui ne sont pas visées par les articles 578 à 583 du Code judiciaire, sont introduites devant :

Section de Liège.

La 1^{re} chambre (procédure en langue française).

La 7^e chambre (procédure en langue allemande).

Section de Neufchâteau.

La 8^e chambre.

Section de Namur.

La 11^e chambre.

Art. 5. Chaque année, le premier président de la Cour établit, après avoir pris l'avis du procureur général, le tableau des audiences de vacations dont il fixe les jours et heures et désigne les magistrats appelés à assumer le service. Le premier président peut, en tout temps, modifier ce tableau en raison des nécessités du service.

Art. 6. L'arrêté royal du 16 décembre 1974 établissant le règlement particulier de la Cour du travail de Liège, modifié par l'arrêté royal du 9 août 1977, est abrogé.

Art. 7. Le présent arrêté entre en vigueur le 2 septembre 1985.

Art. 8. Notre Ministre de la Justice et Notre Ministre de l'Emploi et du Travail sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Motril — Espagne, le 20 août 1985.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Ministre de la Justice,

J. GOL

Le Ministre de l'Emploi et du Travail,

M. HANSENNE

F. 85 — 1874

20 AOUT 1985

Arrêté royal fixant le règlement particulier de la Cour du travail de Mons

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu le Code judiciaire, notamment les articles 103 à 113;

Vu les avis du premier président de la Cour du travail de Mons, du premier président de la Cour d'appel et du procureur général à Mons, du greffier en chef de la Cour du travail de Mons et de l'assemblée des bâtonniers des barreaux du ressort, réunie sous la présidence du premier président de la Cour d'appel de Mons;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Justice et de Notre Ministre de l'Emploi et du Travail,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. La Cour du travail de Mons se compose de huit chambres et d'un bureau d'assistance judiciaire.

Art. 2. Les chambres connaissent : a) la première, des appels des décisions rendues en premier ressort par les présidents des tribunaux du travail et des appels dirigés contre les jugements rendus par les chambres de ces tribunaux comprenant quatre juges sociaux;

Elle connaît également des appels des jugements rendus dans les matières visées aux articles 578, 2^o, 3^o, 4^o, 5^o, 7^o, 8^o et 582, 3^o et 4^o, du Code judiciaire, ainsi que des appels des jugements concernant l'application des amendes administratives prévues par la loi du 30 juin 1971;

Elle peut connaître, en outre, de tous les autres appels de la compétence des autres chambres qui lui seraient distribués par le premier président. Elle fait aussi office de bureau d'assistance judiciaire.

Art. 4. Alle zaken, met inbegrip van degene waarvan de arbeidsrechten kennis nemen krachtens wettelijke en reglementaire bepalingen die niet worden genoemd in de artikelen 578 tot 583 van het Gerechtelijk Wetboek, worden ingeleid voor :

Afdeling Luik.

De eerste kamer (rechtsplegingen in de Franse taal).

De zevende kamer (rechtsplegingen in de Duitse taal).

Afdeling Neufchâteau.

De achtste kamer.

Afdeling Namen.

De elfde kamer.

Art. 5. Ieder jaar bepaalt de eerste voorzitter van het Hof, na het advies van de procureur-generaal te hebben ingewonnen, de lijst van de vakantiezittingen op de dag en het uur die hij vaststelt en wijst de magistraten aan die de dienst moeten verzekeren. De eerste voorzitter kan die lijst te allen tijde naar dienstbehoefte wijzigen.

Art. 6. Het koninklijk besluit van 16 december 1974 tot vaststelling van het bijzonder reglement voor het Arbeidshof te Luik, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 9 augustus 1977 wordt opgeheven.

Art. 7. Dit besluit treedt in werking op 2 september 1985.

Art. 8. Onze Minister van Justitie en Onze Minister van Tewerkstelling en Arbeid zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Motril — Spanje, 20 augustus 1985.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Justitie,

J. GOL

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid,

M. HANSENNE

N. 85 — 1874

20 AUGUSTUS 1985

Koninklijk besluit tot vaststelling van het bijzonder reglement voor het Arbeidshof te Bergen

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groot.

Gelet op het Gerechtelijk Wetboek, inzonderheid op de artikelen 103 tot 113;

Gelet op de adviezen van de eerste voorzitter van het Arbeidshof te Bergen, van de eerste voorzitter van het Hof van beroep en van de procureur-generaal te Bergen, van de hoofdgriffier van het Arbeidshof te Bergen en van de vergadering van stafhouders van de balies van het rechtsgebied, voorgezeten door de eerste voorzitter van het Hof van beroep te Bergen;

Op de voordracht van Onze Minister van Justitie en van Onze Minister van Tewerkstelling en Arbeid,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Het Arbeidshof te Bergen bestaat uit acht kamers en een bureau voor rechtsbijstand.

Art. 2. De kamers nemen kennis : a) de eerste, van het hoger beroep tegen beslissingen in eerste aanleg van de voorzitters van de arbeidsrechtbanken en van het hoger beroep tegen de vonnissen van de kamers van deze rechtbanken zetelend met vier rechters in sociale zaken;

Zij neemt eveneens kennis van het hoger beroep tegen vonnissen gewezen in aangelegenheden genoemd in de artikelen 578, 2^o, 3^o, 4^o, 5^o, 7^o, 8^o en 582, 3^o en 4^o, van het Gerechtelijk Wetboek, alsmede van het hoger beroep tegen vonnissen in verband met de toepassing van administratieve geldboeten als bepaald bij de wet van 30 juni 1971;

Daarenboven kan zij ook kennis nemen van het hoger beroep dat tot de bevoegdheid van de andere kamers behoort en haar door de eerste voorzitter zou zijn toegewezen. Zij treedt ook op als bureau voor rechtsbijstand.

b) les deuxième et troisième chambres, des appels des décisions rendues dans les matières visées à l'article 578 du Code judiciaire, autres que celles visées sous a ainsi que des litiges visés par le décret du 19 juillet 1973 réglant l'emploi des langues en matière de relations sociales entre employeurs et travailleurs ainsi qu'en matière d'actes et de documents d'entreprises prescrits par la loi et les règlements, lorsqu'un employé est en cause;

c) les quatrième et cinquième chambres, des appels des décisions rendues dans les matières visées à l'article 578 du Code judiciaire, autres que celles visées sous a, ainsi que des litiges visés par le décret du 19 juillet 1973 réglant l'emploi des langues en matière de relations sociales entre employeurs et travailleurs ainsi qu'en matière d'actes et de documents d'entreprises prescrits par la loi et les règlements, lorsqu'un ouvrier est en cause;

Elles connaissent aussi des appels des décisions rendues dans les matières visées aux articles 579 et 582, 1^o et 2^o du Code judiciaire.

d) les sixième et septième chambres, des appels des décisions rendues dans les matières visées à l'article 580 du Code judiciaire ainsi que dans celles ayant pour objet des litiges relatifs à la sécurité sociale des travailleurs subordonnés, prévues par des lois particulières.

e) la huitième chambre, des appels des décisions rendues dans les matières visées à l'article 581 du Code judiciaire ainsi que dans celles ayant pour objet des litiges relatifs à la sécurité sociale des travailleurs indépendants, prévues par des lois particulières.

Ces chambres connaissent de l'appel des jugements concernant l'application des sanctions administratives prévues par les lois et règlements visés aux articles du Code judiciaire déterminant leur compétence respective.

En outre, les magistrats que les président, connaissent des appels des décisions rendues dans des matières de leur compétence imposant un juge unique.

Art. 3. Deux conseillers et quatre conseillers sociaux sont attachés à chacune des chambres.

Art. 4. La première chambre siège les 1^{er} et 3^e mardis du mois à 14 h 30 m.

La deuxième chambre siège le lundi à 9 h 30 m.

La troisième chambre siège le jeudi à 9 h 30 m.

La quatrième chambre siège le lundi à 9 h 30 m.

La cinquième chambre siège le vendredi à 9 h 30 m.

La sixième chambre siège le vendredi à 14 h 30 m.

La septième chambre siège les 1^{er} et 3^e mercredis à 14 u. 30 m.

La huitième chambre siège les 2^e et 4^e mercredis à 14 h 30 m.

Le bureau d'assistance judiciaire siège le premier mardi du mois à 14 heures. Si ce mardi est un jour férié légal, l'audience se tient le mardi suivant.

Art. 5. Les introductions se font de la façon précisée ci-après :

à la première chambre : le premier mardi du mois;

à la deuxième chambre : le premier lundi du mois;

à la troisième chambre, devant la deuxième chambre, le premier lundi du mois;

à la quatrième chambre : le premier lundi du mois;

à la cinquième chambre : devant la quatrième chambre, le premier lundi du mois;

à la sixième chambre : le deuxième vendredi du mois;

à la septième chambre : devant la sixième chambre, le deuxième vendredi du mois;

à la huitième chambre : le deuxième mercredi du mois.

Lorsque le jour d'introduction à une chambre déterminée coïncide avec un jour férié légal, les introductions se font à l'audience la plus rapprochée de la même chambre.

Art. 6. Les audiences durent au moins trois heures, non compris le règlement du rôle, les délibérés et la prononciation des arrêts.

Art. 7. Les chambres peuvent, selon les besoins du service, tenir des audiences extraordinaires dont elles fixent elles-mêmes les jours et heures avec l'accord du premier président.

Art. 8. Le premier président peut, lorsque les besoins du service l'exigent et après avoir pris l'avis du procureur général, décider de faire tenir, par une ou plusieurs chambres, des audiences supplémentaires dont il fixe les jours et heures.

b) de tweede en de derde kamer van het hoger beroep tegen beslissingen gewezen in aangelegenheden genoemd in artikel 578 van het Gerechtelijk Wetboek, andere dan die onder a, alsmede van de geschillen genoemd in het decreet van 19 juli 1973 tot regeling van het gebruik van de talen voor de sociale betrekkingen tussen de werkgevers en de werknemers, alsmede van de door de wet en de verordeningen voorgeschreven akten en bescheiden van de ondernemingen, wanneer de betrokken werknemer een bediende is;

c) de vierde en de vijfde kamer, van het hoger beroep tegen beslissingen gewezen in aangelegenheden genoemd in artikel 578 van het Gerechtelijk Wetboek, andere dan die onder a, alsmede van de geschillen genoemd in het decreet van 19 juli 1973 tot regeling van het gebruik van de talen voor de sociale betrekkingen tussen de werkgevers en de werknemers, alsmede van de door de wet en de verordeningen voorgeschreven akten en bescheiden van de ondernemingen, wanneer de betrokken werknemer een arbeider is;

Zij nemen ook kennis van het hoger beroep tegen beslissingen gewezen in de aangelegenheden genoemd in de artikelen 579 en 582, 1^o en 2^o van het Gerechtelijk Wetboek.

d) de zesde en de zevende kamer, van het hoger beroep tegen beslissingen gewezen in aangelegenheden genoemd in artikel 580 van het Gerechtelijk Wetboek, alsmede van deze die betrekking hebben op geschillen inzake de sociale zekerheid van ondergeschikte werknemers, op grond van bijzondere wetten.

e) de achtste kamer, van het hoger beroep tegen beslissingen gewezen in aangelegenheden genoemd in artikel 581 van het Gerechtelijk Wetboek, alsmede van deze die betrekking hebben op geschillen inzake de sociale zekerheid van zelfstandigen, op grond van bijzondere wetten.

Deze kamers nemen kennis van het hoger beroep tegen vonnissen in verband met de toepassing van de administratieve sancties, op grond van de wetten en verordeningen genoemd in de artikelen van het Gerechtelijk Wetboek die hun respectieve bevoegdheid regelen.

De magistraten die de kamers voorzitten, nemen daarenboven ook kennis van het hoger beroep tegen beslissingen gewezen in aangelegenheden van hun bevoegdheid, die door een alleenzettelend rechter dienen te worden behandeld.

Art. 3. Aan elke kamer zijn 2 raadsheren en 4 raadsheren in sociale zaken verbonden.

Art. 4. De eerste kamer houdt zitting op de 1^e en de 3^e dinsdag van de maand om 14 u. 30 m.

De tweede kamer houdt zitting op maandag om 9 u. 30 m.

De derde kamer houdt zitting op donderdag om 9 u. 30 m.

De vierde kamer houdt zitting op maandag om 9 u. 30 m.

De vijfde kamer houdt zitting op vrijdag om 9 u. 30 m.

De zesde kamer houdt zitting op vrijdag om 14 u. 30 m.

De zevende kamer houdt zitting de 1^e en de 3^e woensdag om 14 u. 30.

De achtste kamer houdt zitting de 2^e en de 4^e woensdag om 14 u. 30 m.

Het bureau voor rechtsbijstand houdt zitting de eerste dinsdag van de maand om 14 uur. Indien die dinsdag een wettelijke feestdag is, wordt de zitting gehouden op de volgende dinsdag.

Art. 5. De inleiding van de zaken geschiedt als volgt :

in de eerste kamer : de eerste dinsdag van de maand;

in de tweede kamer : de eerste maandag van de maand;

in de derde kamer : voor de tweede kamer, de eerste maandag van de maand;

in de vierde kamer : de eerste maandag van de maand;

in de vijfde kamer : voor de vierde kamer, de eerste maandag van de maand;

in de zesde kamer : de tweede vrijdag van de maand;

in de zevende kamer : voor de zesde kamer, de tweede vrijdag van de maand;

in de achtste kamer : de tweede woensdag van de maand.

Indien de dag van inleiding voor een bepaalde kamer op een wettelijke feestdag valt, geschiedt de inleiding van de zaken op de eerstvolgende zitting van dezelfde kamer.

Art. 6. De zittingen duren ten minste drie uren, de rolregeling, de beraadslagingen en de uitspraak niet inbegrepen.

Art. 7. De kamers kunnen naar dienstbehoefte buitengewone zittingen houden, waarvan zij zelf de dag en het uur vaststellen in overleg met de eerste voorzitter.

Art. 8. Indien de behoeften van de dienst het vereisen, kan de eerste voorzitter, na het advies van de procureur-generaal te hebben ingewonnen, beslissen dat één of meer kamers bijkomende zittingen houden, waarvan hij de dag en het uur vaststelt.

Art. 9. Le premier président peut, en outre, après avoir pris l'avis du procureur général, modifier temporairement le nombre et les attributions des chambres.

Art. 10. Le premier président fixe, après avoir pris l'avis du procureur général, les jours et heures des audiences de vacation et désigne les conseillers et conseillers sociaux qui doivent y siéger.

Le premier président peut, en tout temps, modifier ce tableau en raison des nécessités du service.

Art. 11. L'arrêté royal du 13 décembre 1978 établissant le règlement particulier de la Cour du travail de Mons est abrogé.

Art. 12. Le présent arrêté entre en vigueur le 2 septembre 1985.

Art. 13. Notre Ministre de la Justice et Notre Ministre de l'Emploi et du Travail sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Motril — Espagne, le 20 août 1985.

BAUDOIN

Par le Roi :
Le Ministre de la Justice,
J. GOL

Le Ministre de l'Emploi et du Travail,
M. HANSENNE

MINISTÈRE DES FINANCES

F. 85 — 1875

16 SEPTEMBRE 1985. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal n° 20 du 20 juillet 1970 fixant les taux de la taxe sur la valeur ajoutée et déterminant la répartition des biens et des services selon ces taux (1)

BAUDOIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu l'article 37 du Code de la taxe sur la valeur ajoutée, modifié par les lois des 22 décembre 1977 et 23 juillet 1981 et par l'arrêté royal n° 9 du 15 février 1982;

Vu l'arrêté royal n° 20 du 20 juillet 1970 fixant les taux de la taxe sur la valeur ajoutée et déterminant la répartition des biens et des services selon ces taux, notamment l'article 1er, modifié par les arrêtés royaux des 27 décembre 1977, 16 novembre 1982 et 23 décembre 1983;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

(1) Références au *Moniteur belge* :

Code de la taxe sur la valeur ajoutée, loi du 3 juillet 1969, *Moniteur belge* du 17 juillet 1969.

Loi du 22 décembre 1977, *Moniteur belge* du 24 décembre 1977.

Loi du 23 juillet 1981, *Moniteur belge* du 31 juillet 1981.

Arrêté royal n° 9 du 15 février 1982, *Moniteur belge* du 20 février 1982.

Arrêté royal n° 20 du 20 juillet 1970, *Moniteur belge* du 31 juillet 1970.

Arrêté royal du 27 décembre 1977, *Moniteur belge* du 31 décembre 1977.

Arrêté royal du 16 novembre 1982, *Moniteur belge* du 20 novembre 1982.

Arrêté royal du 23 décembre 1983, *Moniteur belge* du 29 décembre 1983.

De eerste voorzitter kan ook, na het advies van de procureur-generaal te hebben ingewonnen, het aantal kamers en de bevoegdheden ervan tijdelijk wijzigen.

Art. 10. De eerste voorzitter bepaalt, na het advies van de procureur-generaal te hebben ingewonnen, de dag en het uur van de vakantiezittingen en wijst de raadsheren in sociale zaken aan die zitting houden.

De eerste voorzitter kan te allen tijde die lijst naar dienstbehoefte wijzigen.

Art. 11. Het koninklijk besluit van 13 december 1978 tot vaststelling van het bijzonder reglement voor het Arbeidshof te Bergen wordt opgeheven

Art. 12. Dit besluit treedt in werking op 2 september 1985.

Art. 13. Onze Minister van Justitie en Onze Minister van Tewerkstelling en Arbeid zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Motril — Spanje, 20 augustus 1985.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :
De Minister van Justitie,
J. GOL

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid,
M. HANSENNE

MINISTERIE VAN FINANCIËN

N. 85 — 1875

16 SEPTEMBER 1985. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit nr. 20 van 20 juli 1970 tot vaststelling van de tarieven van de belasting over de toegevoegde waarde en tot indeling van de goederen en de diensten bij die tarieven (1)

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groot.

Gelet op artikel 37 van het Wetboek van de belasting over de toegevoegde waarde, gewijzigd bij de wetten van 22 december 1977 en 23 juli 1981 en bij het koninklijk besluit nr. 9 van 15 februari 1982;

Gelet op het koninklijk besluit nr. 20 van 20 juli 1970 tot vaststelling van de tarieven van de belasting over de toegevoegde waarde en tot indeling van de goederen en de diensten bij die tarieven, inzonderheid op artikel 1, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 27 december 1977, 16 november 1982 en 23 december 1983;

Gelet op het advies van de Raad van State;

(1) Verwijzingen naar het *Belgisch Staatsblad* :

Wetboek van de belasting over de toegevoegde waarde, wet van 3 juli 1969, *Belgisch Staatsblad* van 17 juli 1969.

Wet van 22 december 1977, *Belgisch Staatsblad* van 24 december 1977.

Wet van 23 juli 1981, *Belgisch Staatsblad* van 31 juli 1981.

Koninklijk besluit nr. 9 van 15 februari 1982, *Belgisch Staatsblad* van 20 februari 1982.

Koninklijk besluit nr. 20 van 20 juli 1970, *Belgisch Staatsblad* van 31 juli 1970.

Koninklijk besluit van 27 december 1977, *Belgisch Staatsblad* van 31 december 1977.

Koninklijk besluit van 16 november 1982, *Belgisch Staatsblad* van 20 november 1982.

Koninklijk besluit van 23 december 1983, *Belgisch Staatsblad* van 29 december 1983.